

# Danger d'inflation pour l'après-guerre

Le président de la banque de la Nouvelle-Ecosse, M. J.-A. MacLeod parle de cette menace à l'assemblée annuelle.

Le président de la Banque de la Nouvelle-Ecosse de ce pays, à la 113e assemblée annuelle, a parlé de la menace possible d'une inflation, suivie d'une déflation, qui dégènerait en dépression et il a souligné la nécessité de garder le contrôle des prix. Notre économie ne subira probablement pas de changement radical durant la guerre avec l'Allemagne, mais le jour de la défaite, il n'en sera pas de même. Il y a deux thèses qui s'affrontent et chacune contient un peu de vrai. Certains prétendent que la déflation nous menace; après la victoire, disent-ils, nous serons en face des problèmes du chômage et d'une capacité excessive; l'industrie de guerre emploie près d'un million de personnes et trois quarts de million font partie de nos forces armées. Comment utiliser ce monde lorsque notre production de guerre diminuera de moitié. D'autres entrevoient le danger de l'inflation et ils attirent l'attention sur les besoins différés, qui certainement existent; rareté des produits nécessaires dans presque tous les domaines, pouvoir d'achat considérable et ajoutent-ils, les revenus seront restreints, mais les dépenses de l'Etat resteront encore élevées, etc.

Ces thèses contiennent chacune une part de vérité, dit M. McLeod, en effet il y a danger d'inflation et de déflation, de prospérité factice, suivie d'une dépression soudaine. Mais l'expérience de la dernière guerre, nous a appris à mieux contrôler l'inflation et nous sommes mieux préparés pour ces problèmes d'après-guerre. Les besoins différés sont énormes et le pouvoir d'achat considérable. Le coût de la production s'est accru et les prix relativement bas. Si le contrôle anti-inflation venait à disparaître, nous pourrions fort bien traverser une période de "boom" qui absorberait le pouvoir d'achat, entraverait la reconversion et préparerait une douloureuse déflation. C'est pourquoi, il faut continuer le contrôle des prix aussi longtemps que les forces inflationnaires exerceront une pression sur notre économie. Si le Canada peut enrayer la hausse des prix, la perspective d'obtenir des marchés plus considérables sera meilleure et le risque d'une déflation subséquente réduit.

M. H.-D. Burns, gérant général, a fait l'analyse du rapport annuel et fit remarquer que l'année bancaire qui vient de se terminer fut marquée par la révision décennale de la loi des banques.

La suppression des contrôles, les travaux publics, une politique de commerce extérieur, des mesures pour encourager l'entreprise et la concurrence devraient nous permettre d'atteindre les buts que nous visons, c'est-à-dire, du travail pour tous et un niveau de vie plus élevé après cette guerre, a fait remarquer M. Burns.